

Que penser du revenu universel?

Qu'une société garantisse un revenu décent à tous ses membres est évidemment un objectif légitime et digne. Néanmoins cela n'implique pas nécessairement l'adhésion au projet du revenu universel. Cette idée s'appuie sur un postulat erroné, il nous conduit à une impasse nous faisant renoncer au droit à l'emploi et au plein emploi. Le candidat aux présidentielles de 2017, Benoît Hamon,

a séduit un certain nombre d'électeurs de gauche et de la jeunesse en proposant un revenu universel. Qu'est-ce que le revenu universel? C'est un revenu versé par une communauté politique à plusieurs de ses membres, sur une base individuelle, sans forcément de conditions préalables. L'âge peut parfois entrer en compte. Parmi les arguments invoqués pour sa mise en place, on peut citer la fin du travail humain et son remplacement par les machines. Qu'en est-il vraiment?

PAS D'AUMÔNE, MAIS UN TRAVAIL!

L'idée d'un revenu universel s'incarne dans plusieurs projets. Cependant, au-delà des différences de tous ces projets, ils se développent tous sur la base de deux propositions. La première peut être avancée ainsi : les gains de productivité font que le plein emploi est hors d'atteinte, car ces gains sont en baisse. Néanmoins, étant donné que toute activité humaine est créatrice de valeur, il faut bien redistribuer la richesse produite par un revenu déconnecté de l'emploi. La deuxième proposition dit la chose suivante : les gains de productivité en baisse sont la cause d'une hécatombe d'emplois et qu'au final un emploi sur deux sera automatisé dans les prochaines années. La fin



du travail annoncé nous fait dire qu'il n'y aura plus d'emplois pour tout le monde, et que donc il faut un revenu universel pour redistribuer la richesse produite par les machines. Or, ce point est douteux. Une autre conclusion est en outre possible : les machines font une partie du travail à notre place, et donc notre temps de travail doit diminuer. Historiquement, c'est ce qui s'est passé sous la pression des luttes sociales : les gains de productivité ont été en grande partie redistribués sous forme de réduction du temps de travail.

LA FIN DU TRAVAIL?

Les gains de productivité ont-ils baissé? La réponse est non, croire l'inverse vient du fait que certains gains s'appuient sur de nouvelles définitions de la production ou de la captation de valeur, notamment les entreprises liées aux nouvelles technologies où l'on parle de dématérialisation du travail. La question qu'il faut alors se poser est de savoir comment gagnent-elles de l'argent? Prenons l'exemple d'Apple : par un quasi-monopole qui repose sur une surexploitation de la main-d'œuvre et sur la rente que lui procure l'addiction des consommateurs à son système clos, Apple gagne de l'argent en vendant des marchandises. C'est reconnaître

que beaucoup de tâches qui semblent avoir été automatisées sont en fait réalisées par de petites mains éparpillées à travers le monde et payées au lance-pierres. Amazon symbolise ainsi le véritable subterfuge qui consiste à pointer la merveille de la technologie en occultant l'exploitation des travailleurs. Le modèle de Google ou de Facebook est différent : leurs recettes proviennent de la valorisation des informations collectées sur leur parc d'utilisateurs qui sont revendues sous forme d'espaces publicitaires, ce sont bien des travailleurs qui sont derrière les écrans. Uber et beaucoup d'autres fonctionnent plutôt comme des agences d'intérim qui mettent à disposition des travailleurs

LES EXPÉRIENCES ÉDUCATIVES EN URSS



Comment apprendre pendant une révolution? Des institutions construites, sur un champ de ruines, une école différente... et émancipatrice!

JEUDI 26 OCTOBRE 17 H 30
QUARTIER GUIST'HAU
(VOIR DIFFUSEURS POUR LE LIEU)

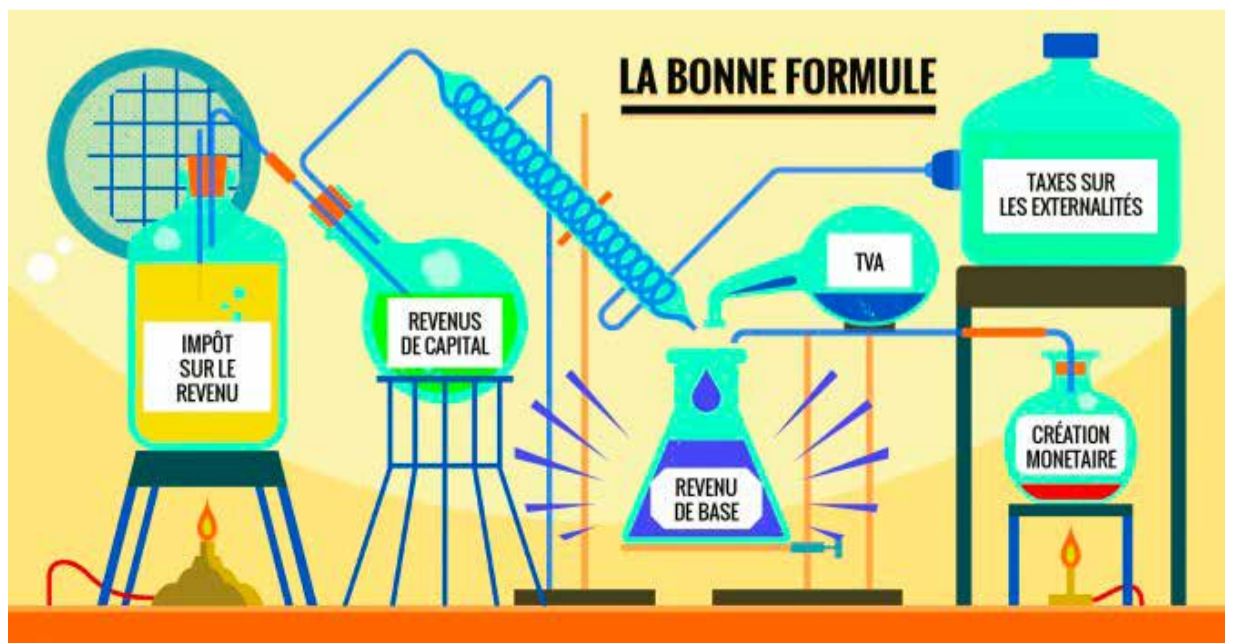
réalisant une tâche pour un client.

UNE IMPASSE

La part du travail humain est très importante et le profit des capitalistes se fait sur lui, les machines ne sont pas prêtes de nous remplacer et les gains de productivité n'ont jamais été aussi élevés!

La perspective du revenu universel ressemble à une compensation, à une réparation des excès du capitalisme.

Mais cette solution — compatible avec les mécanismes du marché et donc de l'exploitation — ne serait applicable que... dans les pays riches qui pillent la planète. Cette hypothèse n'est pas possible, car elle se base sur la distribution des miettes du pillage impérialiste à la nouvelle plèbe. Notre ambition est plus grande : à chacun selon ses besoins, sans propriété privée pour mettre fin aux injustices sociales.



Veut-on vraiment d'une police de proximité?

Le 18 octobre dernier, Emmanuel Macron a réuni 500 gendarmes et policiers à l'Élysée pour annoncer le déploiement d'une nouvelle politique en matière de police. La « police de la sécurité du quotidien » (PSQ) vise à rapprocher les forces de l'ordre des citoyens, dans les quartiers, pour être proche des populations dites « sensibles ». Cette police de proximité qui cache son nom risque d'être aussi efficace que celle mise en place par la gauche dans le passé, sous Jospin, puis retirée par Sarkozy lorsqu'il était ministre de l'Intérieur. Cette réforme de la police s'était traduite par des mesures minimales, aujourd'hui Macron vise à soulager les policiers en confiant certaines tâches administratives à des entreprises privées pour que les forces de l'ordre puissent s'adonner à ce qu'elles préfèrent : fliquer. Il est tout à fait juste de se demander si nous devons laisser l'État confier des compétences de la police à des entreprises privées.

JUPITER BALANCE LA Foudre

Emmanuel Macron ne s'en cache pas, cette police sera à destination des quartiers populaires, des « territoires prioritaires du point de vue de l'insécurité ». Les

mots sont clairs, il s'agit de patrouiller plus dans ces quartiers pauvres, que le pouvoir regarde et traite avec un mépris assumé. Le rôle de la police dans ces zones serait double : dissuader et réprimer. Bien loin de l'image de carte postale qu'on pourrait se faire d'une police de la sécurité du quotidien, une sorte de police à l'anglaise imaginaire avec de drôles de chapeaux, des policiers à l'écoute de la population, proches des gens, l'axe de la PSQ est agressif, il s'agit d'une stratégie d'affrontement avec les jeunes de quartiers. Il faut atterrir à Birmingham ou Clichy la police n'a d'autre fonction que de garantir l'ordre établi. Depuis de nombreuses années, les relations entre la police et les jeunes de ces quartiers populaires se sont dégradées, les émeutes de 2005 témoignent d'une réelle rupture entre les forces de l'ordre et la population, une grande méfiance s'est érigée entre ce qui s'apparente aujourd'hui à une guerre silencieuse qui cache son nom. Les policiers menacent et insultent les jeunes, qui en retour n'ont d'autre issue que la riposte, parfois physique. Même si de telles émeutes n'ont pas eu lieu depuis 2005, des éléments comparables surviennent régulièrement, à la suite d'une « bavure », comme l'histoire du jeune



Théo, victime d'agression sexuelle de la part des forces de l'ordre, ou encore récemment le cas d'une enquête bâclée sur la mort d'un jeune homme dans une cave d'Aulnay-sous-Bois, les tensions se transforment vite en affrontements et il suffit d'une étincelle pour que plusieurs nuits d'émeutes nous fassent retourner 12 ans en arrière. Au lieu d'apaiser le climat et de tenter de combler les lacunes sociales dans ces quartiers sensibles, l'État compte bien revenir en force, affronter des jeunes de plus en plus abandonnés à eux-mêmes,

matraque en main, Flash-Ball à l'appui.

DES SOUS, PAS DES COUPS

Ce qui manque réellement dans ces quartiers, ce sont les moyens, les écoles, même si elles bénéficient de budgets supplémentaires, ne peuvent combler à elles seules les fossés qui se creusent à la périphérie des villes. Les quartiers ghettos, où le chômage est le plus fort, n'ont pas besoin de plus de policiers, ce qu'il leur faut ce sont des issues, des rêves, du travail, de quoi vivre décemment et s'épanouir. Les

taux de délinquance élevés dans les quartiers pauvres sont bien le résultat de politiques sociales désastreuses. Alors soit nos dirigeants ne sont pas au courant qu'on ne rend pas la vie des gens plus facile avec des matraques, soit ce qui fait que ces quartiers sont toujours plus renfermés et deviennent des zones d'affrontement résulte de choix politiques volontaires, la deuxième hypothèse semblant la plus sérieuse.

Santiago Maldonado a été assassiné

Il y a près de 90 jours aux cours d'affrontement Santiago a disparu. Lui, militant libertaire et ses camarades, défendaient une communauté Mapuche dans le sud de l'Argentine. Il s'agissait d'empêcher l'expropriation de familles pauvres, indiennes, suite au rachat de leurs terres par le trust italien Benetton. La dernière fois qu'il a été vu vivant, il était embarqué par la gendarmerie de triste

réputation. Plusieurs dizaines de milliers de manifestants ont dénoncé cette disparition dans tout le pays et jusqu'à sa capitale Buenos Aires. Le gouvernement de droite dirigé par l'homme d'affaires Macri a usé de cynisme, de mensonges et de manipulations pour couvrir ce que tout le monde présentait. Son corps a été retrouvé dans une zone qui avait été minutieusement fouillée dès le début de l'affaire.

Cela a tout de la mise en scène macabre. Dans un pays qui a vu pendant la dictature militaire la disparition de plus de 30 000 personnes, militants de gauche et révolutionnaires, le cas de Santiago Maldonado sonne comme un retour en arrière et un avertissement. De l'avis de tout son entourage Santiago était la douceur, la joie de vivre et la détermination. C'est pour cela qu'ils t'ont tué.



**MAIS LÀ-BAS COMME ICI NOUS CONTINUERONS LA LUTTE CONTRE LES INJUSTICES.
ALORS TRISTES ET DÉTERMINÉS NOUS DISONS : NI OUBLI NI PARDON!
ET AUX FORCES DE L'ORDRE ASSASSINES, D'ARGENTINE OU
D'AILLEURS : TOUTES LES DETTES SERONT PAYÉES.**

QUI SOMMES-NOUS?

Ce bulletin regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité, menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels, et les guerres dues à l'anarchie de la société

actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs et les jeunes peuvent remplacer le capitalisme par une société

libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population, et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela, ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie, pour créer un régime où les masses populaires exerceront

elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie, et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce bulletin s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine, et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.